

Vu du sud : un exemple d'ajustement

Autor(en): **Carera, Mario**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **28 (1991)**

Heft 1051

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1020992>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

VU DU SUD

Un exemple d'ajustement

Quelques points de repère recueillis au Rwanda et au Mozambique, deux pays africains parmi les plus pauvres de la planète et appliquant un programme d'ajustement structurel sous l'égide du FMI et de la Banque mondiale. Notes et réflexions issues d'un voyage de trois semaines en juin/juillet dans ces deux pays, avec de très nombreux entretiens ministériels, privés, avec des organisations non gouvernementales, etc.

Un large consensus existe dans les deux pays sur la nécessité de l'ajustement. Au Rwanda, dès le début des années huitante, le gouvernement a réalisé son propre ajustement sans le FMI: gestion budgétaire prudente, modération des salaires et stagnation des effectifs de la fonction publique. Las, devant la chute vertigineuse du prix du café sur le marché international, principal produit d'exportation de ce petit pays, tous les indicateurs économiques ont viré au rouge: déficit extérieur, du budget, réserves en devises inexistantes, taux de change irréalistes, etc. Le programme d'ajustement structurel au Rwanda comprend un ensemble de mesures macro-économiques: libéralisation du commerce extérieur, de la politique des prix, réforme monétaire, restructuration des entreprises parapubliques, libéralisation des prix à la production avec fixation d'un prix plancher assorti d'exceptions pour les produits de première nécessité, etc. Des mesures de politique sectorielle ont également été décidées dans les domaines agricole, industriel, énergétique, dans le développement social et l'environnement.

Décalage

Dans la pratique, les mesures macro-économiques (dévaluation, ajustement du taux d'intérêt, etc) restent la première préoccupation; l'accompagnement social, pourtant prévu dans les textes, avec stratégie et budget à l'appui, suit avec décalage. Sur le papier, ce paquet social contient beaucoup d'aspects intéressants: par exemple, au Rwanda, dans l'éducation, priorité à l'enseignement primaire (construction ou réhabilitation de 2700 salles de classe), amélioration de l'enseignement grâce au recyclage. Dans le domaine de la santé, priorité aux soins préventifs, politique de recouvrement des coûts, avec exceptions pour les plus pauvres, amélioration de l'efficacité des services de santé. Par ailleurs, un ambitieux programme d'actions sociales vise les populations les plus défavorisées avec de nombreux pro-

jets de développement social et productif (budget de 95 millions de dollars sur six ans). Une partie des organisations non gouvernementales rwandaises vont probablement être associées à ces opérations. La réticence vient bien davantage du gouvernement que de la Banque mondiale.

Arrogance... et discussions techniques

«Arrogance», «atteintes à la souveraineté», ce sont des termes que l'on entend souvent dans les ministères au Rwanda à propos du FMI. Curieusement, beaucoup moins au Mozambique où le programme d'ajustement structurel, qui a débuté en 1987, est l'affaire du gouvernement, qui en a fait siens les objectifs. Pour les aspects macro-économiques, c'est avant tout au niveau technique (taux de dévaluation, taux d'intérêt, déficit du budget...) que les controverses ont lieu entre le gouvernement et les institutions de Bretton Woods. Au Rwanda, on n'apprécie guère la réorganisation fondamentale de l'économie, de la société qu'implique le programme d'ajustement structurel: par exemple, les filières de commercialisation à l'intérieur du pays, comme à l'exportation, vont être libéralisées: l'Etat y perdra en influence, en ponctions financières; certains gros commerçants, proches du pouvoir, perdront aussi des situations de monopole abusives. Effet indirect positif, la libéralisation économique implique l'émergence de nouveaux acteurs, qui peuvent être aussi le secteur associatif, les organisations paysannes, si elles se donnent les moyens d'une production et d'une distribution efficaces. Les organisations non gouvernementales rwandaises s'y activent, saisissant bien l'enjeu actuel aux niveaux politique et économique. L'ouverture démocratique bien fragile renforce encore ce processus. Au Mozambique, la «sale guerre civile» faisant rage depuis une décennie rend tout effort de reconstruction extrêmement difficile. Pourtant, de l'avis général, le

programme d'ajustement structurel, engagé depuis 1987, offre un nouveau cadre économique et institutionnel, moins bureaucratique, plus incitatif, jetant les bases de la reconstruction, une fois la paix enfin signée. Les appuis sociaux au programme d'ajustement structurel, là non plus, ne manquent pas, mais leur concrétisation pêche par bureaucratisme, manque de capacité opérationnelle de l'Etat, manque de coordination des bailleurs de fonds et difficultés de logistique.

Un pays ami

Dans les deux pays, les responsabilités du décalage entre l'application des mesures macro-économiques et celles concernant l'accompagnement social (au sens large) sont difficiles à attribuer avec clarté. La Banque mondiale réalise des concepts pointus mais n'a pas de capacité opérationnelle, les gouvernements et l'administration, pas toujours très motivés, sont absorbés par le macro-économique, les bailleurs de fonds par leurs projets et les organisations non gouvernementales sont trop faibles, parfois mal coordonnées, pour peser de tout leur poids dans la discussion. La coopération suisse au développement réalise un bon travail d'appui dans plusieurs domaines et s'intègre de façon influente à toutes les discussions de politique concernant les programmes d'ajustement structurel. Membre ou non du FMI, notre coopération est touchée par les programmes d'ajustement structurel dans les pays où elle intervient. L'adhésion ouvrirait des perspectives d'influence et de lobby.

Suite à la page 8

DP **Domaine Public**

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)
Rédacteur: Pierre Imhof (pi)
 Ont également collaboré à ce numéro:
 Jean-Pierre Bossy (jpb)
 François Brusch (fb)
 André Gavillet (ag)
 Yvette Jaggi (yj)
 Charles-F. Pochon (cfp)
 Forum: Jeanlouis Cornuz, Mario Carera
Abonnement: 70 francs pour une année
Administration, rédaction: Saint-Pierre 1,
 case postale 2612, 1002 Lausanne
Téléphone: 021 312 69 10
Télécopie: 021 312 80 40 – CCP: 10-15527-9
Composition et maquette: Monique Hennin
 Pierre Imhof, Françoise Gavillet
Impression:
 Imprimerie des Arts et Métiers SA, Renens

LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

Des métazoaires

Vous avez gagné ! *Clisson et Eugénie* est un court roman de Napoleone Buonaparte, plus connu sous le nom de Napoléon — par la suite empereur des Français. Il l'écrivit en 1795. Malheureusement pour l'humanité en général et pour la France

suite de la page 7

Beaucoup de mes interlocuteurs ignorent que la Suisse n'est pas membre des institutions de Bretton Wood. Pratiquement tous, dans les deux pays, saluent la volonté d'y adhérer, considérant la Suisse comme un pays ami, avec une bonne loi de coopération et qui peut donc avoir un certain poids au FMI pour défendre les intérêts des petits pays. On reconnaît aussi, de façon critique, le poids financier de la Suisse et l'on estime que notre pays ne peut pas toujours être absent des institutions financières.

Enfin, et cela nous renvoie aux priorités du lobby du développement dans les pays industrialisés, beaucoup d'interlocuteurs soulignent la nécessité de l'ajustement au Nord: politique des matières premières différente, moins de protectionnisme, désendettement, réforme monétaire... «*Sans la chute du café*, disent certains ministres au Rwanda, *le pays n'aurait pas eu besoin d'engager un programme d'ajustement structurel avec le FMI, mais notre petit pays est impuissant sur le marché mondial des matières premières.*» L'ajustement macro-économique aurait été nécessaire même avec un prix du café plus stable, mais la critique des Rwandais vise juste: les pays industrialisés ne peuvent pas pousser aux ajustements des économies du Sud, et refuser d'en faire chez eux. Quant à l'aspect social et environnemental de l'ajustement, le débat et les pressions des organisations non gouvernementales du Sud et du Nord doivent se poursuivre auprès de leur gouvernement et auprès des institutions de Bretton Woods pour que l'ajustement intègre pleinement ces dimensions.

Reste à savoir, pour la Suisse et ses organisations non gouvernementales, s'il vaut mieux être dedans ou dehors pour exercer ces pressions. Question à mettre en lien avec le rôle et la place que l'on souhaite voir assumer par la Suisse dans le monde global d'aujourd'hui.

Mario Carera

en particulier, il ne poursuivit pas sa carrière littéraire — pas plus que Hitler ne continua de peindre...

A propos de ces heureuses dernières années du XVIII^e siècle, vers 1796 ou 97, je ne me rappelle plus, Joseph Fouché, anciennement terroriste, ferma, à Paris, le Club des Jacobins et interdit les associations jacobines par toute la France. On connaît la suite: les Jacobins étaient le grand pouvoir parallèle révolutionnaire; eux disparus, la voie se trouva libre pour Bonaparte, qui prit le pouvoir par un coup d'Etat en 1799... J'imagine qu'à l'époque un certain nombre de bonnes âmes salua la chute des Jacobins et y vit l'annonce de temps meilleurs. Et si l'on admet que l'histoire, parfois, se répète, voilà qui ouvre pour nous les plus riantes perspectives. Dieu merci, il n'y a pas que la politique et les événements historiques. Je me suis un peu occupé, cet été, des *métazoaires* — qui apparaissent, si j'ai bien compris, voici quelques centaines de millions d'années. Voilà qui m'a amené à lire les *Mémoires d'un biologiste*, de von Frisch, le «professeur des abeilles», prix Nobel de médecine en même temps que Lorenz. Cela m'a redonné du goût pour le 700^e anniversaire de la Confédération. En effet, von Frisch,

fil de Marie Exner, l'amie de mon cher Gottfried Keller, écrit ceci: «*La même année — 1945 — je fus invité à donner une conférence à Zurich. (...) Un séjour dans ce pays épargné par la guerre, où l'on pouvait se procurer tout ce qu'on désirait, l'intérêt attentif d'un auditoire dénué de soucis, cette atmosphère de liberté après des années de tourments, tout cela agissait comme un baume au cœur. J'ai souvent été l'hôte de la Suisse, mais je n'ai jamais éprouvé aussi intensément que lors de cette visite la nature de roc de ce peuple, qui a su résister à la marée des forces du mal.*»

Eh bien, continuons ! comme disait l'autre. A part quoi, les travaux de von Frisch sont enthousiasmants. Comme on sait il a réussi à établir que les abeilles ont un véritable langage — une sorte de danse, qui permet à ces insectes d'indiquer à leurs congénères dans quelle direction et à quelle distance se trouvent les sources de nectar dont ils ont besoin pour élaborer leur miel. Certes, nos hommes politiques ne sont que très imparfaitement pourvus d'un tel sens de l'orientation, mais il n'est pas interdit d'espérer qu'ils évolueront vers le mieux, et nous avec eux. En somme, *L'Avenir est ouvert* — tel est le titre du livre paru chez Flammarion, qui donne les textes du symposium Popper, tenu l'an passé à Vienne, et notamment le dialogue mené par Karl Popper et Konrad Lorenz — je ne saurais trop vous en recommander la lecture. ■

MÉDIAS

A l'occasion de son congrès de Genève, la FCCTA (syndicat des travailleurs du commerce, des transports et de l'alimentation) publie un intéressant magazine à la place d'un numéro ordinaire des organes fédératifs. Le cahier est trilingue. Ce pourrait être un bon modèle en cas de modernisation de la communication syndicale.

Le Nouvelliste et Feuille d'avis du Valais a modifié sa présentation au début de l'automne: plus de couleurs, quatre cahiers (Monde, Valais, sport, services) mais toujours «*la même vocation et le même esprit*».

Libération s'est mis à l'heure russe. Le quotidien a publié chaque jour une sélection d'articles de journaux ex-soviétiques. L'opération a été réalisée avec la collaboration du *Courrier inter-*

national, hebdomadaire publiant les articles traduits parus dans la presse mondiale. Les noms des traducteurs sont mentionnés ce qui n'en fait plus des travailleurs de l'ombre comme dans trop de cas.

La presse et le télétexte ont largement diffusé les résultats d'audience de la presse qui ont été rendus publics ces jours. L'univers a été élargi: autrefois 15 à 74 ans, cette fois à partir de 14 ans. Audience la plus forte des quotidiens romands: *Le Matin* (298 000 lecteurs), suivi de *24 Heures* (279 000) *La Suisse* (207 000), *Tribune de Genève* (149 000). Suisse alémanique: *Blick* (760 000 lecteurs), *Tages-Anzeiger* (738 000), *Neue Zürcher Zeitung* (388 000) *Berner Zeitung* (301 000).

Va paraître en octobre une sélection des meilleurs articles de l'hebdomadaire de gauche *Die Wochenzeitung* qui fête son dixième anniversaire.